

Arrêté préfectoral

**Portant mise en demeure à l'encontre de la société Novaem BB Trade
pour son site situé zone industrielle des Grands Champs à Aigrefeuille d'Aunis**

**Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 autorisant l'exploitation d'un stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium par la société Novaem BB Trade dans la zone industrielle des Grands Champs sur la commune d'Aigrefeuille d'Aunis ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2024 portant changement de numéro SIRET et d'adresse du siège social de la société NOVAEM BB trade pour les installations exploitées sur la commune d'Aigrefeuille d'Aunis ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 21 février 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement faisant suite à l'inspection sur site du 11 février 2025 constatant l'inobservation d'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral susmentionnés ;

VU la réception du projet d'arrêté préfectoral par l'exploitant le 28 février 2025 et son absence de réponse dans le délai de 15 jours ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 février 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants et que ces constats constituent des « faits non conformes » aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé :

- article 7.6 : absence de justificatifs permettant de s'assurer que les translucides installés dans le bâtiment n° 8 ne produisent pas lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 février 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants et que ces constats constituent des « faits non conformes » aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 susvisé :

- article 8.2.2 : le plan adossé à l'état des stocks journalier est erroné et ne correspond pas aux quantités d'engrais présentes dans le bâtiment n° 8,
- article 8.4.3 : déclenchements intempestifs récurrents de la détection incendie (fumées) lors de la manipulation des engrais sans réaction de l'exploitant et présence d'un défaut système sur la centrale incendie,

- article 8.5.2 : absence de confinement des eaux d'extinction incendie à l'intérieur du bâtiment n° 8,
- article 8.7.2 : non respect de la fréquence semestrielle de contrôle de la détection incendie installée dans le bâtiment n° 8 de stockage des engrais classés 4702-III,

Considérant que le non-respect de la fréquence semestrielle de contrôle de la détection incendie installée dans le bâtiment n° 8 de stockage a déjà été constaté lors de l'inspection du 25 octobre 2023 et a fait l'objet d'une mise en demeure le 1er décembre 2023 et d'une mise en conformité par la suite ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles d'accroître les conséquences d'un incendie, de ralentir les actions des services de secours et qu'elles constituent des écarts réglementaires susceptibles de générer des risques importants sur les tiers et sur l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Novaem BB Trade de respecter les dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé et des articles 8.2.2, 8.4.3, 8.5.2 et 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant

La société Novaem BB Trade (numéro SIRET 437 772 478 000 32), dont le siège social est situé zone industrielle des Grands Champs sur la commune d'Aigrefeuille d'Aunis (17290), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations de stockage d'engrais situées à la même adresse.

Article 2 – Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes des articles suivants de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 :

- article 7.6 : en justifiant dans un délai de 6 mois que les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel du bâtiment n° 8 ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 :

- article 8.2.2 : en disposant d'un plan adossé à l'état des stocks journalier en adéquation avec les quantités d'engrais présentes sur le site dans un délai d'un mois,
- article 8.4.3 : en mettant en place les actions nécessaires afin de résoudre le défaut système indiqué au niveau de la centrale incendie dans un délai d'un mois,
- article 8.4.3 : en disposant d'un système de détection automatique incendie permettant de travailler dans le bâtiment sans générer de déclenchements intempestifs dans un délai de 3 mois,
- article 8.5.2 : en réalisant les actions nécessaires permettant de retenir dans le bâtiment n° 8 le volume des eaux d'extinction incendie estimé à 240 m³ dans un délai de 3 mois,
- article 8.7.2 : en respectant la fréquence semestrielle de contrôle de la détection incendie installée dans le bâtiment n° 8 de stockage des engrais classés 4702-III dans un délai de 3 mois.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Novaem BB Trade.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Sous-Préfet de Rochefort, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et une copie sera adressée pour information au maire d'Aigrefeuille d'Aunis.

La Rochelle, le - 2 AVR. 2025

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,


Emmanuel CAYRON

